

APRES LE NON?

UNE AUTRE EUROPE EST POSSIBLE !

ETAT DES LIEUX

> Le 29 mai, les Français ont voté non et les opposants au Traité établissant une constitution pour l'Europe (TCE) ont majoritairement exprimé un **non de gauche, pro-européen et anti-libéral**. C'est une date importante pour la démocratie en Europe car jamais les citoyens ne s'étaient autant appropriés le débat : les articles ont été disséqués, les analyses du TCE se sont arrachées. Partout les discussions entre amis, collègues ou parents ont foisonné et le taux d'abstention s'en est trouvé exceptionnellement bas. Loin d'être un coup de tête, la victoire du non a été la traduction d'une lame de fond critique contre la construction libérale de l'Europe. Ce débat s'est étendu au reste de l'Europe, et déjà la plupart des états qui avaient prévu d'organiser des référendums voient le non progresser et parfois passer en tête dans les sondages : aux yeux des citoyens le oui n'est pas la seule réponse possible pour faire avancer l'Europe. Contrairement à ce qui avait été prédit, la France n'est pas isolée. L'Europe est en crise, mais elle continue de fonctionner, l'euro n'a pas disparu et ne disparaîtra pas. Mais le traité établissant une Constitution pour l'Europe est bel et bien mort.

> **Dès le 30 mai au matin, l'élite politique, économique et culturelle a repris l'offensive** avec le soutien de la plupart des grands médias. Partie prenante d'un système désavoué, elle a multiplié les clichés grossiers et les analyses caricaturales, ce qui lui permettait de détourner l'attention et d'essayer d'éteindre la flamme de la contestation naissante. N'en déplaise à MM. Colombani et July, le non du 29 mai n'a pas été majoritairement xénophobe, nationaliste ou souverainiste. Il a été l'expression d'une analyse réfléchie et informée dopée par la colère et le refus de pérenniser la souffrance induite par le chômage, la précarité et l'insécurité sociale généralisée, en France et en Europe. Les sondages le montrent clairement : plus de 70% des Français sont pour l'Europe. Non, les partisans du non de gauche n'ont pas agité l'épouvantail du plombier polonais de M. Bolkestein : nous avons réclamé une harmonisation par le haut des droits sociaux et du pouvoir d'achat pour tous les Européens, ce que la Constitution proposée ne permettait pas d'obtenir. Nous avons exigé la coopération entre les états et non la concurrence acharnée pour la course au profit.

> **Une double responsabilité nous incombe à présent : pour l'Europe et pour la France.** S'il est toujours plus difficile de construire que de dire non tous ensemble, cette responsabilité s'impose plus que jamais.

- En France, la surdité et l'impuissance du gouvernement est flagrante. Après avoir eu la démonstration que le peuple voulait mettre un frein aux politiques libérales, le nouveau gouvernement propose de casser le code du travail et de s'aligner sur des modèles libéraux.

- En Europe, la relation franco-allemande ne s'est pas évanouie. La vision que nous partageons doit pouvoir s'affirmer face à un continent où seul le marché règne comme le voudrait M. Blair. Déjà, au Parlement Européen, des idées sont émises pour plus de transparence et de démocratie (même M. Cohn-Bendit les réclame aujourd'hui !). Des commissaires européens commencent à réaliser que les peuples de l'Union veulent être partie prenante de sa construction. Les objectifs et l'irresponsabilité de la Banque Centrale Européenne devant le Parlement sont de plus en plus discutés ! La directive Bolkestein a été temporairement mise de côté; des propositions alternatives (les plans B potentiels) sont en discussion (parfois au mépris de la démocratie) car les institutions européennes ne veulent pas le statu quo. Notre refus du traité constitutionnel exprime avant tout un refus de la pensée unique libérale qui nous est imposée. **Il faut maintenant combler le "déficit démocratique" dont souffre l'Europe depuis sa création.**

QUE FAIRE ?

DE MULTIPLES PISTES SONT POSSIBLES

> Si l'Europe devait se doter d'une constitution, celle-ci devrait être **démocratique**.

L'Europe devrait garantir **des droits collectifs et sociaux**.

Faisons en sorte qu'un véritable débat émerge pour construire, ensemble, avec tous les Européens, l'Europe démocratique que nous réclamons, et, à terme, en élisant une **assemblée constituante européenne**.

Prônons la mise en place **d'institutions démocratiques** (séparation des pouvoirs, contrôle efficace des institutions et initiative des lois au Parlement...)

Contre la montée des nationalismes, substituons dans les valeurs de l'Union **la coopération** et **la solidarité entre les peuples** à la concurrence libre et non faussée.

Exigeons des droits au moins égaux à ceux de **la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme** de 1948, avec le principe de non-régression des droits fondamentaux.

> Les politiques économiques, l'inféodation à l'OTAN, l'obligation d'augmenter les capacités militaires et le lock-out (droit de grève pour les employeurs) ne doivent pas être inclus dans un projet constitutionnel.

> **Il faut lutter contre les politiques libérales sources de misère humaine, morale et culturelle.** Demandons le gel immédiat des politiques libérales et leur évaluation en termes économiques, sociaux et écologiques. Exigeons la création de **services publics** et d'une **Sécurité Sociale** à l'échelle européenne, la prise en compte des biens communs. Proposons une politique de grands travaux, notamment dans les pays les plus défavorisés de l'UE financée par **un impôt européen**. Vive l'impôt européen ! Un instrument de solidarité et de répartition des richesses (pour peu que l'on s'intéresse d'un peu plus près, par exemple, aux profits exceptionnels dégagés par les entreprises en France cette année). **Supprimons les paradis fiscaux**. L'Europe se doit aussi de promouvoir **un modèle d'aide économique** et de **coopération avec les pays du Sud** et d'annuler leur dette, afin de substituer à une sacro-sainte concurrence des valeurs de fraternité et de solidarité.

COMMENT FAIRE ?

> Nous avons besoin d'une réelle rupture avec les politiques libérales et des mesures sociales "à la marge" ne nous satisfont pas.

La campagne du référendum a permis à des forces diverses de travailler ensemble pour un même objectif. Au final, le NON est majoritairement de gauche et il est majoritaire à gauche. Cette campagne nous a montré à tous, que pouvait naître un espace de discussions et de débats duquel ont émergé les principes d'une Europe démocratique et solidaire. La dynamique populaire et citoyenne ne s'y est pas trompée : profitons de cette dernière et continuons à travailler et à débattre ensemble.

> Les collectifs du non ont su réunir des militants politiques, syndicaux, associatifs et des citoyens non affiliés, aux sensibilités et parcours divers. Elargissons ce mouvement à tous ceux qui souhaitent construire une alternative à l'Europe qui nous a été imposée.

> Créons un réseau unitaire de la gauche anti-libérale pour organiser des débats publics, soutenir les luttes sociales à venir et élaborer un projet alternatif et alter-mondialiste. **Organisons le rassemblement pour emporter d'autres succès pour une société libérée de sa camisole libérale en France et en Europe.**

Et maintenant, quelle Europe et quelles politiques européennes ?

Rendez-vous mercredi 22 juin à 20 heures, avec :

> **Annick Coupé**, secrétaire nationale de l'Union Syndicale Solidaires

> **Claude Debons**, membre de la Fondation Copernic

> **Susan George**, vice-présidente d'Attac France

A l'Ecole Normale Supérieure - Salle Jules Ferry, 29, rue d'Ulm 75005 Paris

> Initiative soutenue par des **signataires de l'appel des 200 jeunes** (www.appeldes200.net) et **Attac Campus Paris** (www.campus.attac.org)